
Mémoire du Président
Proposition de financement additionnel en faveur de
la
République du Mozambique
Programme de développement de filières
agroalimentaires inclusives (PROCAVA)

Numéro du projet: 2000001981

Cote du document: EB 2023/LOT/P.8

Date: 7 décembre 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 54.

Questions techniques:

Sara Mbago-Bhunu
Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

Jaana Keitaanranta
Directrice de pays
Division Afrique orientale et australe
courriel: j.keitaanranta@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du programme	1
A. Contexte	1
B. Description du programme initial	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d'être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	4
C. Composantes, résultats et activités	4
D. Coûts, avantages et financement	5
III. Gestion des risques	11
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	12
IV. Exécution	12
A. Respect des politiques du FIDA	12
B. Cadre organisationnel	12
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	13
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d'exécution du programme

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directrice de pays:	Jaana Keitaanranta
Responsable technique:	Tarek Kotb
Responsable des finances:	Virginia Cameron
Spécialiste climat et environnement:	Mishra Sashwati
Juriste:	Mbali Mushazirwa

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République du Mozambique
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et du développement rural
Coût total du programme:	78,098 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA:	8,4 millions d'USD
Conditions du prêt initial du FIDA:	Conditions particulièrement favorables (délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service fixe, tel que déterminée par le Fonds à la date d'approbation du financement)
Montant du don initial du FIDA¹:	33,6 millions d'USD
Montant du don au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations pauvres (I et II)	1,7 million d'USD
Montant du don au titre de l'Initiative de riposte à la crise	3,0 millions d'USD
Montant du don additionnel au titre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA²:	20,0 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA:	Don
Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire:	5,5 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	5,9 millions d'USD
Montant du financement initial du FIDA (action climatique):	19,6 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

¹ Don du FIDA aux pays surendettés ou à haut risque de surendettement.

² *Ibid.*

I. Contexte et description du programme

A. Contexte

1. Le Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives (PROCAVA) a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en décembre 2019 et est entré en vigueur en mai 2020 pour une période de 10 ans, articulée en deux phases. La phase 1, d'un montant total de 72,5 millions d'USD, couvre la période 2020-2025. Le financement initial du programme consistait en:
 - i) un financement sous forme de don du FIDA aux pays surendettés ou à haut risque de surendettement d'un montant de 33,6 millions d'USD; ii) un prêt du FIDA d'un montant de 8,4 millions d'USD; iii) un financement de la part du Gouvernement mozambicain d'un montant de 4,9 millions d'USD; iv) un financement de la part du Fonds Vert pour le Climat (FVC) d'un montant de 20,0 millions d'USD (à confirmer); v) un financement des bénéficiaires du programme et du secteur privé d'un montant de 5,6 millions d'USD.
2. L'accord de financement du programme a été modifié en décembre 2020 et en janvier 2022 pour inclure deux allocations de dons au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres (I et II) (ci-après, le « Mécanisme de relance ») d'un montant de 764 783 USD et 934 162 USD, respectivement. Il a été modifié une troisième fois en mai 2023 pour inclure un don au titre de l'Initiative de riposte à la crise d'un montant de 3 008 036 USD. Les dates d'achèvement et de clôture du programme restent inchangées: l'achèvement aura lieu en juin 2030 et la clôture en décembre 2030.
3. Le financement attendu du FVC au titre de la phase 1 du programme n'a pas été approuvé comme prévu, créant ainsi un déficit de financement.
4. Par conséquent, le Gouvernement a formulé une demande officielle de financement additionnel d'un montant de 20,0 millions d'USD (don du FIDA aux pays surendettés ou à haut risque de surendettement) au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) pour la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) afin de couvrir le déficit de financement du FVC.

B. Description du programme initial

5. **But et objectif du programme.** Le PROCAVA, dont le financement est prévu sur cinq ans, sera exécuté dans un cadre programmatique d'une durée de dix ans pour fournir les instruments nécessaires à la mobilisation d'autres partenaires du développement souhaitant collaborer avec le FIDA comme et quand ils l'entendent. Cette approche permettra également d'offrir à des cofinanceurs potentiels la possibilité de sélectionner les zones géographiques qu'ils souhaitent privilégier ou dans lesquelles ils souhaitent investir. Le programme a pour but de contribuer à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la résilience des moyens d'existence aux fins d'une transformation inclusive du monde rural. En matière de développement, l'objectif est l'accroissement des revenus nets tirés de filières agroalimentaires résilientes face aux aléas climatiques au profit des femmes, des hommes et des jeunes ruraux. Le programme ciblera les filières suivantes: i) certains produits horticoles irrigués; ii) la viande rouge (bovins et caprins); iii) la volaille; iv) le manioc; v) les légumineuses.
6. Les effets directs escomptés sont au nombre de trois: i) productivité, production et qualité améliorées des filières ciblées (le programme devrait contribuer à stimuler la productivité et de la production des cinq filières ciblées); ii) accès au marché et performance améliorés des filières ciblées (la mise en œuvre des interventions du programme devrait permettre d'établir des liens entre la production plus importante des bénéficiaires ciblés et différents débouchés commerciaux et entraîner un accroissement des gains revenant aux bénéficiaires); iii) capacité institutionnelle de prestation de services améliorée.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

7. Du fait de son approche programmatique articulée en deux phases d'exécution, le programme, conçu sur la base d'instruments de financement novateurs, doit pouvoir intégrer des financements additionnels et des partenaires supplémentaires tout au long de sa période d'exécution. Contrairement aux prévisions, le financement attendu du FVC pour le programme, d'un montant de 20,0 millions d'USD, ce qui a créé un déficit de financement.
8. Le FIDA a soumis une note conceptuelle multipays au FVC pour le programme d'adaptation des petits producteurs aux changements climatiques (SPARCC), qui comprend un financement pour le PROCAVA. Le FVC n'a toutefois pas approuvé la note conceptuelle dans un premier temps, car elle ne répondait pas à toutes les conditions requises. Par conséquent, le financement du FVC ne sera pas disponible comme prévu pour la phase 1 du programme. Dans la mesure où la note conceptuelle révisée devra être examinée au regard du Programme de travail et d'évaluation des entités accréditées, il est peu probable que les ressources du FVC, y compris le financement de la deuxième phase du programme, soient accessibles pendant sa mise en œuvre même au cours de la phase 2.
9. Le 23 août 2023, le Gouvernement mozambicain a présenté une demande officielle d'accès à un financement additionnel de 20,0 millions d'USD au titre du SAFFP du cycle de FIDA12 (don du FIDA aux pays surendettés ou exposés à haut risque de surendettement) pour couvrir le déficit de financement du FVC, et assurer ainsi une exécution fluide des activités de la phase 1 du programme telles que décrites dans le rapport de conception du programme, tout en accélérant l'intensification et l'extension de ses activités au nord du Mozambique en raison de sa situation de fragilité, en vue d'accroître la résilience des communautés, la reprise et le développement durable.
10. Il convient de noter que la Banque africaine de développement s'est engagée à cofinancer le PROCAVA à hauteur de 33,0 millions d'USD dans le cadre d'un financement parallèle du programme existant en faveur des filières des légumineuses et de la volaille. La mission de pré-évaluation a eu lieu en avril 2023 et la mission de conception principale en août et septembre de la même année. Ces ressources ne contribueront pas seulement à améliorer les effets directs et les impacts du PROCAVA, mais couvriront également la phase 2 du programme (2026-2030).
11. PROCAVA est un programme national [projet de mise à l'échelle du Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo (PROSUL) mis en œuvre uniquement dans la région du Sud] et constitue actuellement l'un des principaux programmes du Ministère de l'agriculture et du développement rural, en raison de son approche d'intervention programmatique et durable sur tout le cycle de vie des filières sélectionnées (depuis la recherche, les intrants et les semences jusqu'aux marchés et consommateurs). Les filières sélectionnées (produits horticoles, manioc, viande rouge, légumineuses et volaille) font partie des filières de développement stratégique prioritaires du pays, d'où le rôle systémique du PROCAVA dans le secteur et pour les petits exploitants agricoles.
12. Sur la base de l'évaluation effectuée lors de la dernière mission de supervision partielle en mars 2023, le programme est classé comme « ne présentant aucun risque » et noté 4,11 et 4,33 pour les indicateurs clés de supervision n^{os} 1 (probabilité d'atteindre l'objectif de développement) et 2 (performance globale de l'exécution), respectivement. L'efficacité du programme et la gestion financière et l'exécution sont jugées « plutôt satisfaisantes » et « satisfaisantes »

respectivement, selon les conclusions de cette même mission de supervision partielle.

13. L'indicateur d'utilisation optimale des ressources s'est également considérablement amélioré depuis sa dernière évaluation en août 2022. En décembre 2022, le programme avait touché au total 193 365 personnes (32% de l'objectif de l'examen à mi-parcours). Les cibles à atteindre seront au moment de l'examen à mi-parcours grâce aux interventions en cours ou prévues en 2023, principalement les projets d'infrastructure. Toutes les composantes sont entièrement mises en œuvre et les niveaux de décaissement sont satisfaisants. Le prochain examen à mi-parcours de la phase 1 évaluera de façon détaillée l'utilisation optimale des ressources en passant en revue l'analyse économique et financière et toutes les hypothèses de conception.
14. Les principaux enseignements tirés de la mise en œuvre du programme à ce jour sont les suivants: i) les systèmes OpenDataKit (kits de données) pour le suivi-évaluation, qui sont abordables, basés sur le *cloud* et accessibles pour différents utilisateurs et applications, sont efficaces; ces systèmes sont conviviaux et ne dépendent pas d'une assistance technique externe et récurrente pour leur entretien; ii) la réalisation d'évaluations rapides des filières au début de la mise en œuvre du programme a permis de recenser tous les problèmes liés à chacune des filières, ce qui a permis d'élaborer en temps opportun des stratégies pour les résoudre au cours de la mise en œuvre; iii) les projets liés aux infrastructures devraient disposer d'au moins 18 mois (année zéro) pour réaliser toutes les études liées aux procédures d'évaluation environnementale, sociale et climatique (PESEC) avant que le projet ne prenne effet, afin d'éviter des retards dans le démarrage des interventions.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

15. Conformément aux engagements du FIDA en matière de transversalisation, le programme a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - axé sur les jeunes;
 - ciblant en priorité les personnes handicapées.
16. **Changements climatiques.** Le Mozambique est particulièrement exposé aux phénomènes climatiques extrêmes. La vulnérabilité du pays est exacerbée par sa faible capacité d'adaptation, sa population croissante et sa dépendance à l'égard de la base de ressources naturelles. Les projections climatiques montrent que les températures annuelles moyennes devraient augmenter de 1,50 °C pour atteindre 30 °C d'ici à 2050. La sécheresse prolongée et les vagues de chaleur devraient s'intensifier, en particulier dans les régions du sud et du centre. Les précipitations varieront en intensité et en quantité d'une région à l'autre et d'une saison à l'autre. Les sécheresses et les inondations sont des phénomènes extrêmes fréquents qui font peser la menace la plus préoccupante sur la base de ressources naturelles des petits exploitants agricoles. De même, la dégradation des sols continue de menacer la sécurité alimentaire et la durabilité environnementale. Selon certains rapports, plus de 50% des terres du Mozambique sont dégradées ou en cours de dégradation. La déforestation, le surpâturage et les incendies de forêt sont les principales causes de cette dégradation. Le PROCAVA a été conçu et sera exécuté conformément à la Stratégie et au plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025, à sa Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, et des PESEC en vue d'accroître la résilience des petits exploitants agricoles et des acteurs des filières face aux aléas climatiques, et de promouvoir la gestion durable des ressources naturelles et la durabilité environnementale.

17. **Genre et inclusion sociale.** L'indice de développement de genre du Mozambique est faible (0,904). Les femmes ont des niveaux d'instruction inférieurs et celles qui dirigent des ménages n'ont le plus souvent jamais bénéficié d'une éducation formelle. Le PROCAVA est harmonisé avec la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et son plan d'action connexe pour 2019-2025.
18. **Jeunesse.** La proportion de jeunes actifs augmente de près de 40% par an, alors que le rythme de création de nouveaux emplois dans le secteur formel est statique. Le programme traitera la question des jeunes conformément au Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux 2019-2021.
19. **Nutrition.** Le Mozambique continue à dépendre des importations alimentaires pour satisfaire une grande partie de ses besoins intérieurs, notamment en ce qui concerne les huiles alimentaires et les principales cultures vivrières. En 2017, les importations de produits alimentaires représentaient 29% de la facture des importations du pays. Du point de vue de la nutrition, le programme s'inscrit dans le Plan d'action pour la nutrition (2019-2025) au titre du volet relatif à l'intégration de l'enjeu nutritionnel au FIDA.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

20. **Zone d'intervention.** Le PROCAVA sera exécuté dans 75 districts et s'articulera en deux phases inscrites dans le cadre programmatique décennal. Ces districts seront choisis dans les 10 provinces du Mozambique. Pour améliorer l'efficacité, les filières seront développées en priorité dans les provinces où elles présentent un avantage relatif marqué. La mise en œuvre des activités se fera également en plusieurs phases.
21. **Groupes cibles.** Le programme ciblera au total 180 500 ménages (soit 902 500 bénéficiaires, dont 50% seront des femmes, et 30% des jeunes). Les quotas relatifs aux femmes et aux jeunes seront définis en fonction des données démographiques et des seuils de pauvreté nationaux ayant trait à ces deux catégories de population, et des enseignements tirés du Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo. Le financement additionnel issu du Mécanisme de relance et de l'Initiative de riposte à la crise permettra de porter le nombre de ménages ciblés par le programme à 211 900 (soit 1 059 500 bénéficiaires).
22. Pour atteindre les bénéficiaires souhaités et éviter l'accaparement par les élites, le PROCAVA aura recours à certains mécanismes de ciblage, notamment le ciblage direct et l'autociblage, appuyés par des mesures visant à autonomiser les personnes concernées et à faciliter leur participation.

C. Composantes, résultats et activités

23. Le programme comprend les composantes suivantes:
24. **Composante 1: Amélioration de la production et établissement de liens avec le marché.** La composante vise à améliorer la production et la productivité des cultures et élevages ciblés. Elle améliorera aussi, en amont et en aval, les liens des exploitants agricoles avec différentes parties prenantes des filières ciblées. Le renforcement de la résilience face aux aléas climatiques et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et de la viabilité environnementale, grâce à la promotion des technologies qui conviennent et des meilleures pratiques, feront également partie intégrante de cette composante.
25. **Composante 2: Mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux aléas climatiques.** Cette composante vise la mise en place d'infrastructures qui appuient l'efficacité des interventions relatives à la production à visée commerciale et permettent de fournir plus efficacement les surplus de production aux différents marchés. Les interventions prévues porteront sur la résolution des

problèmes rencontrés par les acteurs pertinents des filières ciblées. Il s'agira notamment d'appuyer les investissements dans les infrastructures rurales permettant l'ajout local de valeur, de doper la performance des entreprises et de rendre les associations de producteurs agricoles compétitives et durables du point de vue de l'environnement et de la rentabilité. Les infrastructures prioritaires seront déterminées en fonction de plans d'activité et des liens à l'intérieur des filières.

26. **Composante 3: Renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre.** Il s'agit d'une composante transversale qui appuie les composantes techniques et fait partie des moyens de favoriser le bon fonctionnement des filières ciblées.
27. **Composante 4: Réduction et gestion des risques de catastrophe.** Cette composante a été intégrée comme un mécanisme permettant au FIDA d'intervenir rapidement si des calamités d'origine climatique (sécheresses, inondations ou cyclones) s'abattent sur le pays. Les activités au titre de cette composante devraient faciliter et accélérer une restructuration de niveau 2 du programme en cas d'urgence ou de catastrophe naturelle.
28. Les composantes et les activités du programme ainsi que la théorie du changement resteront inchangées avec le financement additionnel, étant donné que celui-ci est destiné à couvrir la contribution du FVC au programme qui ne s'est pas concrétisée.

D. Coûts, avantages et financement

Coût du programme

29. Le coût total initial du programme pour la phase 1 (2020-2025), y compris les provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution, et les droits et taxes, est estimé à 72,5 millions d'USD. Le financement initial du programme consistait en: i) un financement sous forme de don du FIDA aux pays en situation de surendettement ou à haut risque de surendettement d'un montant de 33,6 millions d'USD; ii) un prêt du FIDA de 8,4 millions d'USD; iii) un financement du Gouvernement mozambicain de 4,9 millions d'USD; iv) un financement du FVC d'un montant de 20,0 millions d'USD³; v) un financement des bénéficiaires du programme et du secteur privé d'un montant de 5,6 millions d'USD.
30. L'accord de financement du PROCAVA a été modifié en décembre 2020 et en janvier 2022 pour inclure des financements sous forme de deux dons au titre du Mécanisme de relance (I et II) à hauteur de 764 783 USD et 934 162 USD, respectivement, afin de financer les activités de riposte à la COVID-19 du Gouvernement en faveur des petits exploitants agricoles ruraux. L'accord de financement a été à nouveau modifié en mai 2023 pour inclure le don au titre de l'Initiative de riposte à la crise, d'un montant de 3 008 036 USD. Le financement total du programme s'élève ainsi à 78,1 millions d'USD (voir le résumé figurant dans le tableau 1 ci-après). Les dates d'achèvement et de clôture du programme restent inchangées: l'achèvement aura lieu en juin 2030 et la clôture en décembre 2030.

³ Le financement de 20 millions d'USD du FVC est désormais remplacé par un financement additionnel du FIDA sous forme de dons.

Tableau 1
Résumé du financement initial et du financement additionnel
(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	8 400		8 400
Don du FIDA	33 600		33 600
FIDA12 (en remplacement du FVC)	20 000		20 000
Don au titre du Mécanisme de relance (I)	-	765	765
Don au titre du Mécanisme de relance (II)	-	934	934
Don au titre de l'Initiative de riposte à la crise	-	3 000	3 000
Bénéficiaires	5 600	333	5 933
Emprunteur/bénéficiaire	4 852	606	5 466
Total	72 452	5 647	78 098

Tableau 2

Financement additionnel: Coût du programme par composante et sous-composante et par source de financement

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Financements additionnels												Bénéficiaires			Emprunteur/bénéficiaire			Total
	Don du FIDA		Prêt du FIDA		FIDA12		Don au titre du Mécanisme de relance (I)		Don au titre du Mécanisme de relance (II)		Don au titre de l'Initiative de riposte à la crise								
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant
1. Amélioration de la production et établissement de liens avec le marché																			
1.1. Amélioration de la production et de la productivité de certains produits de base	8 863	42	2 235	11	5 260	25							3 544	17			1 359		21 260
1.2. Investissements dans l'établissement de liens avec le marché	2 540	50	633	12	1 513	30							417	8					5 102
2. Mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux aléas climatiques																			
2.1. Infrastructures hydrauliques	9 353	53	2 330	13	5 574	31											539		17 795
2.2. Infrastructures de marché	5 198	46	1 295	11	3 098	27							1 638	14			181		11 410
3. Renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre																			
3.1. Renforcement institutionnel et appui à l'élaboration des politiques	1 296	50	323	12	773	30											210		2 602
3.2. Coordination du programme et services d'appui à l'exécution	6 354	45	1 583	11	3 786	27											2 560		14 282
4. Réduction et gestion des risques de catastrophe																			
4.1. Fourniture d'intrants très nutritifs et de moyens de production élémentaires							515	13	498	13	2 337	60		274	7		270	7	3 894
4.2. Facilitation de l'accès aux marchés et aux technologies post-récolte							45	4	134	13	671	66		60	6		108	11	1 017
4.3. Fonds ciblés destinés aux services de finance rurale							-	-	-	-	-	-		-	-		5	100	5
4.4. Fourniture d'informations sur l'agriculture par l'intermédiaire de services numériques							205	28	302	41	-	-		-	-		223	31	731
Total	33 604	43	8 398	11	20 004	26	765	14	934	17	3 008	53		5 932	8		5 454	11	78 098

Tableau 3
Financement additionnel: coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Financements additionnels																		Total	
	Don du FIDA		Prêt du FIDA		FIDA12		Don au titre du Mécanisme de relance (I)		Don au titre du Mécanisme de relance (II)		Don au titre de l'Initiative de riposte à la crise		Bénéficiaires			Emprunteur/bénéficiaire				
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%		
Dépenses d'investissement																				
1. Fonds	226	27	56	7	135	16								417	50					833
2. Travaux	12 990	50	3 236	12	7 741	30			40	0,2	197	1		1 841	7					26 046
3. Frais de consultants	104	11	26	3	62	7	143	15			587	62					30	3	951	
4. Études	1 420	54	354	14	846	32														2 620
5. Formation	1 701	50	424	12	1 013	30	66	2									220	6	3 424	
6. Équipements et matériel	6 976	39	1 765	10	4 135	23	522	3	894	5	2 146	12		1 084	6		384	2	17 905	
7. Ateliers	70	54	18	14	42	32														130
8. Réunions	127	54	32	14	76	32														234
9. Assistance technique	4 335	44	1 080	11	2 584	26											1 770	18	9 769	
Total des dépenses d'investissement	27 949	45	6 989	11	16 634	27	731	1	934	2	2 930	5		3 341	5		2 403	4	61 911	
Dépenses ordinaires																				
1. Frais de voyage	386	53	96	13	230	32	10	1												722
2. Fonctionnement et entretien	97	3	24	1	58	2								2 591	71		867	24	3 637	
3. Traitements et salaires	3 738	42	931	11	2 227	25	24	0,3			35	0,4					1 883	21	8 838	
4. Indemnités et prestations	1 201	54	299	14	716	32														2 215
5. Dépenses administratives courantes	234	30	58	8	139	18					43	6					300	39	775	
Total des dépenses ordinaires	5 655	35	1 409	9	3 370	21	34	0,2			78	1		2 591	16		3 050	19	16 187	
Total	33 604	43	8 398	11	20 004	26	765	1	934	1	3 008	4		5 932	8		5 454	7	78 098	

Tableau 4
Coût du programme par composante et par année du programme
(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	2020	2021	2022	2023	2024	Total
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>
1. Amélioration de la production et établissement de liens avec le marché						
1.1. Amélioration de la production et de la productivité de certains produits de base	2 707	5 161	5 076	4 747	3 750	21 260
1.2. Investissements dans l'établissement de liens avec le marché	970	1 081	994	1 006	1 051	5 102
2. Mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux aléas climatiques						
2.1. Infrastructures hydrauliques	1 169	3 953	5 127	4 642	2 904	17 795
2.2. Infrastructures de marché	339	4 004	3 950	2 534	532	11 410
3. Renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre						
3.1. Renforcement institutionnel et appui à l'élaboration des politiques	497	792	597	403	332	2 602
3.2. Coordination du programme et services d'appui à l'exécution	3 343	2 658	2 762	2 655	2 864	14 282
4. Réduction et gestion des risques de catastrophe						
4.1. Fourniture d'intrants très nutritifs et de moyens de production élémentaires		1 212	1 307	996	379	
4.2. Facilitation de l'accès aux marchés et aux technologies port-récolte		597	340	80		
4.3. Fonds ciblés destinés aux services de finance rurale		5				
4.4. Fourniture d'informations sur l'agriculture par l'intermédiaire de services numériques		670	61			
Total	9 067	20 133	20 213	17 062	11 623	78 098

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

31. Le PROCAVA est cofinancé comme suit: un don du FIDA aux pays surendettés ou à haut risque de surendettement d'un montant de 33,6 millions d'USD; un prêt du FIDA à hauteur de 8,4 millions d'USD; un financement du Gouvernement mozambicain à hauteur de 4,9 millions d'USD; un financement des bénéficiaires du programme et du secteur privé de 5,6 millions d'USD. Par ailleurs, le programme devait bénéficier d'un cofinancement du FVC qui n'a pas été approuvé comme prévu. Le financement additionnel (don au titre de FIDA12) comblera ce déficit.
32. Les financements additionnels sous forme de dons au titre de FIDA12 pour les pays surendettés ou à haut risque de surendettement couvriront les 20,0 millions d'USD du FVC qui ne se sont pas encore concrétisés pour financer les interventions de la phase 1 du programme (2020-2025). Il convient de noter que pour la phase 2, une partie des fonds du programme (2026-2030) a été garantie grâce à un cofinancement de la Banque africaine de développement (33,0 millions d'USD) et l'allocation prévue au titre de FIDA13 pour le Mozambique.

Décaissement

33. Le financement initial du FIDA devrait couvrir 58% du coût initial total du programme, les travaux de génie civil représentant 39% et le matériel et les fournitures 21% de ce financement. Les frais de fonctionnement ont été évalués à 10% du total des fonds, tandis que les salaires en absorberont 11%. Le recours aux systèmes publics qui satisfont aux normes minimales sera encouragé, mais il faudra utiliser un progiciel de comptabilité dans le cadre du programme pour faciliter la communication de l'information selon les modèles exigés, ce que le système d'administration financière public (*Sistema de Administração Financeira do Estado* ou e-SISTAFE) ne permet pas encore. Un compte désigné a été ouvert à la Banque du Mozambique pour recevoir les fonds du PROCAVA, qui sont acheminés par l'intermédiaire du système e-SISTAFE jusqu'au ministère compétent, puis alloués à l'unité de gestion du projet. Au niveau provincial, les fonds seront déposés sur le compte de trésorerie unique ouvert par le Ministère de l'agriculture et du développement rural pour le programme. Tous les paiements majeurs effectués dans le cadre du programme seront centralisés au niveau de l'unité de gestion du projet. Les fonds seront décaissés en faveur du programme conformément à la procédure de réapprovisionnement du compte désigné.

Résumé des avantages et analyse économique

34. Le financement additionnel destiné à couvrir le déficit du FVC n'affectera pas l'analyse économique et financière du programme, qui a été recalculée pour intégrer le financement additionnel du Mécanisme de relance et de l'Initiative de riposte à la crise. Globalement, le taux de rentabilité économique interne du programme (TREI) est estimé à 18,2%, comparé au taux projeté à la conception, qui était de 16,7%. La valeur économique actuelle nette s'établit à 11 691,6 millions de MZN, soit 194,9 millions d'USD, à un taux d'escompte social de 10%. La valeur économique actuelle nette étant positive et le TREI supérieur au taux d'escompte social, le PROCAVA est jugé viable sur le plan économique et acceptable en tant qu'investissement.
35. Les avantages financiers seront perçus sous la forme d'une meilleure productivité agricole et de l'augmentation des gains financiers revenant aux ménages ciblés par le programme. Les avantages sociaux seront notamment une réduction des taux de pauvreté dans les zones cibles du programme, des mesures spéciales étant prises pour que les groupes défavorisés en bénéficient. Ces résultats découleront de l'augmentation des gains financiers revenant aux ménages en conséquence de leur participation aux diverses interventions du programme.
36. L'analyse de sensibilité montre qu'une réduction à hauteur de 20% des avantages du programme ne compromettrait pas sa viabilité économique. Une augmentation, allant jusqu'à 30%, des coûts du programme ne remettrait pas en cause de

manière significative sa viabilité économique, dans la mesure où la valeur économique actuelle nette resterait positive, et le TREI largement supérieur au taux d'escompte social.

Stratégie de retrait et pérennisation

37. Le programme sera intégralement exécuté dans le cadre institutionnel et stratégique du Gouvernement mozambicain; cette intégration perdurera après l'achèvement du programme, et les capacités institutionnelles auront été considérablement renforcées. De plus, la conception participative permettra au programme de répondre directement aux préoccupations des bénéficiaires ciblés. Ces éléments garantiront l'enracinement et l'engagement nécessaires à la continuité des activités après la clôture du programme. Par ailleurs, les parties prenantes satisfaisant aux conditions requises seront mises en rapport avec les options de financement disponibles, notamment le Projet de financement des entreprises rurales, financé par le FIDA, pour leur permettre d'accéder aux différents produits financiers proposés.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

38. Les risques institutionnels, économiques, sociaux et environnementaux suivants ont été déterminés lors du processus de conception du programme. Les mesures d'atténuation correspondantes ont été incluses dans la matrice intégrée des risques du programme.

Tableau 4

Risques

<i>Risques</i>	<i>Niveau de risque</i>
Politique/gouvernance	Substantiel
Risques macroéconomiques	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Faible
Capacités institutionnelles	Modéré
Risque fiduciaire	
Gestion financière	Modéré
Passation des marchés	Modéré
Impact environnemental et climatique	Modéré
Risque social	Modéré
Risques non essentiels	
Patrimoine culturel	Aucun risque n'est prévu
Travail et conditions de travail	Faible

B. Catégorie environnementale et sociale

39. Sur le plan environnemental et social, le PROCAVA est classé dans la catégorie A. Il prévoit l'aménagement ou la remise en état de systèmes d'irrigation dont certains auront une superficie supérieure à 100 hectares. Ces systèmes sont susceptibles de présenter un risque d'incidence environnementale et sociale importante ou néfaste. D'autres développements d'infrastructures, tels que la construction de structures de contrôle du bétail et hydrique, peuvent se traduire par la disparition de la végétation et des changements dans l'utilisation des terres. L'intensification de l'agriculture peut provoquer la déforestation et la pollution des sols et de l'eau. Ces risques peuvent conduire à la dégradation des écosystèmes, à la perte de biodiversité, à une moindre disponibilité des ressources naturelles, à la perte de cohésion sociale et à une plus grande vulnérabilité de la population ciblée. Un cadre global de gestion environnementale et sociale a été préparé afin d'établir des principes, des lignes directrices et des procédures pour évaluer en profondeur les risques (environnementaux, climatiques et sociaux) et les impacts associés au

programme et à ses sous-projets. Des évaluations de l'impact environnemental et social ont été réalisées, et des plans de gestion environnementale et sociale ainsi que des plans de suivi ont été élaborés pour atténuer les risques associés aux projets relevant de ces projets de catégorie A. Les autres interventions du programme proposées ne devraient présenter que des risques d'un niveau moyen pour l'environnement et le système social. Ces risques seront confinés à l'échelle locale et gérables ou réversibles au moyen des mesures d'atténuation recommandées. La préparation de plans de gestion environnementale et sociale spécifiques aux sites pour tous les sous-projets de catégorie B est en cours afin de déterminer, d'évaluer, d'atténuer et de gérer de façon systématique les risques et les impacts environnementaux et sociaux potentiels associés à un projet, en veillant au respect des réglementations et en favorisant l'adoption de pratiques responsables et durables.

C. Classement au regard des risques climatiques

40. Le risque climatique du PROCAVA est jugé « élevé ». Le Mozambique est confronté à des risques climatiques importants, notamment des cyclones, des inondations et des sécheresses, exacerbés par les changements climatiques. Ces événements menacent les infrastructures, l'agriculture et la stabilité socioéconomique générale dans les zones ciblées, et accentuent ainsi l'insécurité alimentaire et hydrique. Par conséquent, une analyse détaillée des risques climatiques couvrant l'ensemble des districts, des filières et des sous-projets du programme a été réalisée pour permettre la sélection des sites et la conception d'interventions adaptées à chaque étape de la mise en œuvre. Le rapport répertorie de manière exhaustive les risques et prévoit des mesures d'atténuation pertinentes, qui comprennent des orientations en matière de suivi et d'établissement de rapports. Les investissements du programme porteront sur des systèmes de culture et d'élevage sensibles aux changements climatiques, et des mesures ont été élaborées pour réduire la vulnérabilité. Le programme prévoit des interventions visant à accroître la résilience face aux aléas climatiques, telles que la promotion des variétés de manioc résistantes à la sécheresse, des forages multifonctionnels, des toiles d'ombrage, l'irrigation à petite échelle, des systèmes d'information sur le climat, la météo et les marchés, l'agriculture de conservation, la supplémentation animale et les énergies renouvelables.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

41. Le programme est en totale conformité avec les politiques du FIDA et le financement additionnel répond à toutes les conditions requises par le Fonds.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

42. Le Ministère de l'agriculture et du développement rural est l'organisme d'exécution principal du programme. Il sera chargé de superviser la mise en œuvre du programme et délèguera le rôle d'organisme d'exécution principal au Fonds pour la promotion agricole et la vulgarisation rurale.
43. Une unité nationale de gestion du programme, dont les bureaux sont à Maputo, est sous la supervision directe du Directeur général du Fonds pour la promotion agricole et la vulgarisation rurale. Cette unité assurera la gestion et la supervision quotidiennes du programme, sous la direction d'une coordonnatrice ou d'un coordonnateur national du programme. Compte tenu de la vaste portée géographique du programme, sa gestion sera structurée en sous-unités, les responsabilités étant déléguées à des unités de gestion de programme régionales et provinciales, afin de couvrir convenablement les régions géographiques ciblées.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

44. **Gestion financière.** Étant donné le contexte prévalant dans le pays, le programme a été évalué comme présentant un risque intrinsèque élevé. Le risque résiduel est toutefois jugé modéré, dans la mesure où les performances du programme en matière de gestion financière sont acceptables. Les évaluations des risques liés à la gestion financière sont mises à jour dans le cadre des supervisions annuelles, qui ont permis de déterminer que les systèmes en place fournissent des contrôles adéquats et garantissent la bonne gestion des fonds du programme. Les risques de gestion financière continueront d'être évalués tout au long de la mise en œuvre.
45. La gestion financière est intégrée dans les systèmes publics, comme c'est le cas pour d'autres projets en cours d'exécution au Mozambique. Les systèmes publics de paiement et d'information financière sont utilisés, mais le programme recourt à un progiciel de comptabilité disponible dans le commerce pour limiter les problèmes de communication de l'information qui sont à prévoir avec le système public (e-SISTAFE). Parallèlement, des discussions seront menées sur les améliorations éventuelles à apporter au système e-SISTAFE pour faciliter le suivi et l'établissement de rapports financiers. Le processus de planification du programme et d'élaboration du budget est harmonisé avec le calendrier des pouvoirs publics.
46. **Audit.** À ce jour, les comptes du programme ont été vérifiés par des sociétés d'audits privées. Cela étant, il a été convenu qu'à compter de l'exercice 2023, le programme sera vérifié par l'institution de vérification suprême du Mozambique, le *Tribunal Administrativo*, conformément aux normes internationales de contrôle des finances publiques.
47. **Passation des marchés.** Le cadre juridique en matière de passation des marchés publics au Mozambique est actuellement régi par le nouveau décret n° 79/2022, qui fixe les principes et les procédures applicables à toute passation de marché par des autorités publiques et institutions de droit public, sous contrôle public ou ayant recours à des fonds publics.
48. **Gouvernance.** La gouvernance du programme sera du ressort du comité national de pilotage du programme, en sa qualité d'organe directeur du programme. Bien qu'il incombe au premier chef au Gouvernement mozambicain de veiller au respect des normes de bonne gouvernance, toutes les parties prenantes au programme ont été informées que le FIDA applique une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques frauduleuses et des actes de corruption, de collusion ou de coercition commis dans le cadre de programmes qu'il finance.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

49. Le cadre logique axé sur les résultats du PROCAVA sert de base au dispositif de suivi-évaluation du programme. L'unité nationale de gestion de projet est chargée du suivi-évaluation, qui est conduit à différents niveaux pour favoriser une mise en œuvre efficace, assurer le maintien du ciblage et de l'orientation du programme, fournir des informations utiles à la résolution des problèmes et garantir l'obtention des produits et des effets directs. Le système de suivi-évaluation du programme est appuyé par un système de suivi en ligne utilisant les outils OpenDataKit; il sera mis au point et installé au niveau régional et national.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

50. Un amendement à l'accord de financement sera nécessaire pour formaliser l'allocation des 20,0 millions d'USD additionnels provenant du don accordé au titre de FIDA12 aux pays surendettés ou à haut risque de surendettement afin de remplacer les fonds du FVC qui n'ont pas été obtenus comme prévu.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

51. L'octroi au bénéficiaire du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République du Mozambique et le FIDA. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
52. La République du Mozambique est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
53. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

54. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Mozambique un financement sous forme de don du FIDA aux pays surendettés ou à haut risque de surendettement d'un montant de vingt millions de dollars des États-Unis (20 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent accord de financement.

Le Président
Alvaro Lario

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Midterm	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members				Project records, national statistics	Bi-annually	PMU	PMU and Implementing partners have Reliable M&E with a coding system to track beneficiaries at individual and household levels
	Household members - Number of people	0	608250	1059500 ⁴				
	1.a Corresponding number of households reached				Project records, national statistics	Bi-annually	PMU	
	Households - Number	0	121650	211900 ⁵				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Project records, national statistics	Bi-annually	PMU	
	Females - Number	0	76180	108800				
	Males - Number	0	76180	108800				
Young - Number	0	45700	65280					
Total number of persons receiving services - Number	0	206805	217600	254280				
Project Goal To contribute to poverty reduction, improved food and nutrition security and resilient livelihoods for inclusive rural transformation	Percentage (Number) of rural people experiencing changes in economic status (10% or more) including income, food diversity or nutrition				National Poverty Evaluation Report; Household surveys;	Completion	MASA/DCP I, INE, MEF, UNICEF, WFP, PMU	Stable political, social and macro-economic environment prevails
	People - Percentage (%)	7 ⁶		15				
	Number of people with strengthened resilience (20% or more)				Demographic Surveys; Vulnerability Assessment reports/Survey			
	People - Number ⁷		79200	113150				
	Females - Number		39600	56575				
	Males - Number		39600	56575				
Young - Number		23760	33945					
Development Objective To increase net income from climate resilient Agrifood value chains by rural women, men and youth	Percentage of increased household farm incomes				Outcome surveys; household surveys	Baseline, MTR, completion	MASA/DCP I, INE, MEF	The ongoing political and economic commitment in investing in the agricultural sector by government maintained
	Young - Number			203063				
	Women-headed households - Number			TBD				
	Increase in income - Percentage (%)		50	150				
	IE 2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment							
	Total Persons – Number	0	103402	127140				
	Total persons (%)	0	50	50				
	Females – Number	0	51701	63570				
	Females (%)	0	50	50				
	Males – Number	0	51702	63570				
Males (%)	0	50	50					
Outcome 1.1 Smallholders productivity, production and	Percentage of persons/households reporting an increase in productivity				Annual Production Surveys, MASA			Communities participate actively in interventions made;
	Households - Percentage (%)	0	40 ⁸	75				

⁴Average household size in Mozambique is 5 persons per household; 50 per cent women; 30 per cent youth.

⁵9200 HH in Horticulture VC; 38,500HH in Cassava VC; 47,000 HH in Legumes VC; 85,800 HH in Livestock VC (79,000 Red Meat and 6,800 poultry). Additional 31,400 households targeted by RPSF I&II (15,125 HHs) and CRI I (16,275 HHs).

⁶Poverty levels in the rural areas reduced by 7 per cent between 2008 and 2014, ref National Poverty Evaluation report IOF2014/2015.

⁷ As per updated logframe (in ORMS).

⁸Assuming an adoption rate of 40 per cent and 100 per cent by end of project.

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Midterm	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
quality of targeted value chains improved					Annual Reports, thematic studies			Farmers have adequate resources to acquire productive inputs; Stable weather conditions
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				Production surveys	Baseline, MTR, Completion		
	Households - Percentage (%)	9	40	75 ⁹				
	Total number of household members - Number		243300	794625				
	Males - Number		121650	397313				
	Females - Number		121650	397313				
	Young - Number		72990	238388				
	Women-headed households - Number		9732	31785				
	Households - Number		48660	158925				
	1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)							
	Women (%)		25	40	75			
	Women (number)		0	90250	338440			
	Households (%)		25	40	75			
	Households (number)			18050	67690			
	Households members		0	180500	676880			
	3.2.1 Ton of Greenhouse gas emissions (tCO2e) avoided and/or sequestered							
	Hectares of land		0		87110			
tCO2e/20 years		0		-796226				
tCO22/ha		0		-9.1				
tCO2e/ha/year		0		0.5				
Output 1.1.1 Production and productivity-enhancing inputs and climate-smart technological packages are made available to smallholder producers of selected crops and livestock commodities	1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages				Project progress reports	Annual	PMU	Improved Land tenure agreement in place
Females - Number	0	76160	108800					
Males - Number	0	76160	108800					
Young - Number	0	45696	65280					
Total rural producers - Number	0	152320	217600 ¹⁰					
Output 1.1.2 Livestock production related infrastructure established	Number of livestock production infrastructures constructed or rehabilitated				Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
Livestock production infrastructure - Number	0	72 ¹¹	144					
Output 1.1.3 Community-based natural resources management plans (CBNRM) prepared and established in Meat VC	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks				Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
Groups supported - Number	0	17	43					
Total size of groups:	0	340	860					
Females	0	170	430					

⁹ 50 per cent women, 30 per cent youth and 20 per cent women-headed households.

¹⁰ 6,800 producers (6,000 open fields and 800 under drip kits/shade cloths), 45,000 CVC producers + 80,000 Legume Producers (54,000 VC and 26,000NVC) + 85800 LVC (79,000 red meat and 6,800 poultry producers).

¹¹ As per the PDR cost-tables (12 dip tanks and 60 crush pens).

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Midterm	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Males	0	170	430				
	Young	0	102	258				
	Persons with Disabilities	0	20	45				
Outcome 1.2 Value chain linkages have improved between smallholder farmers and other value chain actors	2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities				Project reports, Outcome/household surveys, Market surveys	Baseline, MTR, Completion	PMU	Communities participate actively in interventions made
	Percentage of POs - Percentage (%)		20	50				
Output 1.2.1 Smallholder farmers organizational, technical and business management skills are strengthened	2.1.3 Rural producers' organizations supported				Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
	Rural POs supported - Number	0	500 ¹²	700				
	Total size of POs – Number of people	0	10000	14000				
	Females	0	5000	7000				
	Males	0	5000	7000				
	Young	0	3000	4200				
	Persons with Disabilities	0	500	700				
	Rural POs supported that are headed by women	0	25	35				
	1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition							
	Total Persons participating	0	116784	203424				
	Males	0	58392	101712				
	Females	0	58392	101712				
	Households	0	38928	67808				
	Household members benefited	0	194640	324040				
	Young	0	35035	61027				
Output 1.2.2 Climate, weather and market information system is developed and operational	3.1.2 Persons provided with climate information services				Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
	Females - Number	0	14960	37400				
	Males - Number	0	14960	37400				
	Persons provided with climate information services - Number	0	29920	74800				
Output 1.2.3 Value chain platforms are established and strengthened	Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported				Project progress reports	Semi-Annual	PMU	Conducive regulatory framework for contract enforcement; Trust among smallholder farmers and different stakeholders in the targeted value chains; Balanced negotiation power for win-win partnerships
	Number - Number		38	75				
	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities¹³				Project progress reports		MASA/DPCI, PMU	

¹² More groups capacitated under CRI (Agribusiness and Market Linkages and Access to Finance) to assist recovery from CRI effects.

¹³ 50 per cent women, 30 per cent youth and 20 per cent women-headed households.

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Midterm	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outcome 2. Market-related climate-resilient infrastructure has improved	Households reporting improved physical access to markets	0	20	50		Baseline, MTR, Completion		
	Women-headed households	0	7220	18050				
	Households reporting improved physical access to processing facilities	0	20	50				
	Women-headed households	0	7220	18050				
	Households reporting improved physical access to storage facilities	0	4	8				
	Women-headed households	0	1444	2888				
	Households reporting improved physical access to markets - Number		36100	90250				
	Households reporting improved physical access to processing facilities - Number		36100	90250				
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Number		7220	14440				
Output 2.1 Water-related infrastructure rehabilitated or Constructed	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated				Project progress reports	Semi-annual	PMU	
	Hectares of land - Area (ha)	0	1500	3000				
Output 2.2 Market-led value chain infrastructure rehabilitated or constructed	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated				Project progress reports	Semi-annual		
	Market facilities constructed/rehabilitated - Number		14 ¹⁴	20				
	Processing facilities constructed/rehabilitated - Number		22 ¹⁵	50				
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Number		2	4				
Outcome 3. Institutional and policy framework for inclusive and climate-resilient value chain development has improved	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment				Project reports, outcome surveys	Baseline, MTR, Completion	PMU	Favourable regulatory framework and enabling environment
	Number - Number	0	5 ¹⁶	7				
Output 3.1 Institutional capacities (public, private and PO) strengthened for effective	Number of staff of public and private entities trained on project implementation, gender and land tenure security				Project progress reports	Annual	PMU	
	Staff of public and private entities - Number	0	1,000 ¹⁷	1500				

¹⁴ Wholesale in Xai-Xai (1), Sanga Market (1), 3 retail markets in Inhambane and 9 livestock marketing facilities (cattle fairs) as per the approved costtabs.

¹⁵ 10 cassava processing facilities + 5 slaughterslabs + 1 slaughterhouse + 6 vegetable packhouses (as per PDR costtabs).

¹⁶ PEDSA 2030 - approved, Land Policy - approved, Gender Strategy - Tender, Standards on inclusion of cassava flour - Not Started (CRI); Extension Master Plan - Tender; Agriculture Sector Strategy - Not Started.

¹⁷ All staff in PROCABA target districts are being trained, MADER reduced reach from 250 to 100 HH per technician (to ensure quality assistance) and ToT training model led by Technical Extensionists recruited by MADER which allows training of more extensionists. This will ensure more availability of skilled extensionists assisting farmers on a frequent basis which will assist recovery from the various calamities that affected Mozambique (IDAI, Gombe and Kenneth Cyclones and COVID-19 as well as insurgency).

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Midterm	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
functioning of the targeted value chains								
Output 3.2 Policies and strategies developed for the effective and structure development of targeted VC	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed				Project progress reports	Semi-annual	PMU	
	Number - Number	0	5 ¹⁸	7				

¹⁸ PEDSA 2030 - approved, Land Policy - approved, Gender Strategy - Tender, Standards on inclusion of cassava flour - Not Started (CRI); Extension Master Plan - Tender; Agriculture Sector Strategy - Not Started.

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A: Financial cash flow models

Several financial models were developed to determine the financial viability of PROCAVA. All enterprises used were found financially viable to be able to seek for additional grant funds. The table below summarizes the financial viability assessment for PROCAVA.

		Farm models' net incremental benefits (in MZN)										
		Horticulture (Tomatoes, Green Pepper, Lettuce)	Horti. With shadenets (Tomatoes, Green Pepper)	Maize and Potato farm	Legume Farm (Dry beans, Soyabean, Sesame)	Cassava Farm	Cassava Processing Unit	Livestock - Cattle Production	Free Range Chicken Small Production	Semi Commercial Chicken Small Production	Cattle Feedlot	Slaughter House
							MZN '000				MZN '000	MZN '000
	PY1	(30,570)	(21,554)	(6,405)	(11,439)	(1,535)	(1,904)	(16,084)	(13,405)	(28,152)	(21)	14,701
	PY2	(3,560)	(3,882)	(914)	(4,832)	(1,054)	1,516	(9,365)	12,253	693	812	17,231
	PY3	30,779	75,532	22,488	4,885	2,933	1,658	2,495	11,828	5,251	1,201	19,201
	PY4	30,779	70,683	34,452	14,602	3,510	1,924	19,426	10,903	22,425	1,396	22,152
	PY5	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,811	36,357	12,403	29,260	1,396	22,152
	PY6	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,811	53,954	13,403	24,260	1,396	23,344
	PY7	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,924	53,954	9,903	28,060	1,396	23,344
	PY8	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,811	53,954	13,403	29,260	1,396	23,344
	PY9	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,811	53,954	12,403	29,260	1,396	23,344
	PY10	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,924	53,954	10,903	28,060	1,396	23,344
	PY11	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,811	53,954	12,403	24,260	1,396	23,344
	PY12	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,811	53,954	13,403	29,260	1,396	23,344
	PY13	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,924	53,954	9,903	28,060	1,396	23,344
	PY14	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,811	53,954	13,403	29,260	1,396	23,344
	PY15	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,811	53,954	12,403	29,260	1,396	23,344
	PY16	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,924	53,954	10,903	23,060	1,396	23,344
	PY17	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,811	53,954	12,403	29,260	1,396	23,344
	PY18	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,811	53,954	13,403	29,260	1,396	23,344
	PY19	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,924	53,954	9,903	28,060	1,396	23,344
	PY20	30,779	92,020	34,452	14,602	4,712	1,811	53,954	13,403	29,260	1,396	23,344
	IRR/**	59%	139%	157%	51%	90%	87%	64%	89%	47%	3980%	NA
	NPV (\$)	88,100	234,196	89,827	36,219	10,499	4,860	90,264	32,645	45,031	4,566	89,668

Table B: Project costs and log-frame targets

Table B provides overall project costs by components and beneficiaries. The total project costs have been estimated at US\$78.1 million over a five-year project implementation period. The project will support a total of 220,000 households equivalent to 1,100,000 household members assuming 5 people per household. The cost per household has been estimated at US\$355 and the cost per household member has been estimated at US\$71. The table below summarizes the expected outcomes of the project interventions and indicators linked to Log frame.

PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME				
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD)			78.1	
Beneficiaries	1,100,000	people	220,000	Households
Cost per beneficiary	71	USD x person		355
				US\$
Components and Cost (USD million)			Average increase in Rural income per capita	
A. Production Improvement and Market Linkages	26.4	Average increase in income per HH per year		
B. Market-related Climate Resilient Infrastructure	29.2			
C. Institutional and Policy Strengthening and Implementation Support	16.9			
D. Disaster Risk Reduction and Management	5.6			
Total	78.1			

Table C: Main assumptions and shadow prices

Table C provides data on the expected yield per hectare for the models used to estimate the project viability. It also summarizes some of the main input prices included in the models. All local costs were converted into their approximate economic values using a Standard Conversion Factor (SCF) of 0.90. The economic analyses include the investment and incremental recurrent costs of the project components. The project's financial costs have been converted to economic values by removing price contingencies, taxes and duties. To avoid double counting, the final aggregation considered only those costs that were not included in the financial models.

MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES						
	Output	land Size	Yields (Annually) Kg			
			WOP	WP	Price (MZN)	
FINANCIAL	Horticulture (Tomatoes, Green Pepper, Lettuce)	1 Ha	16,000.0	28,000.0	18	
	Horti. With shadenets (Tomatoes, Green Pepper)	1 Ha		30,000.0	18	
	Maize and Potato farm	1 Ha	2,500.0	4,500.0	15	
	Legume Farm (Dry beans, Soyabean, Sesame)	1 Ha	1,300.0	1,800.0	60	
	Cassava Farm	1 Ha	10,000.0	17,000.0	3	
	Cassava Processing Unit			75,000.0	30	
	Livestock - Cattle Production		18.9	30.4	500	
	Free Range Chicken Small Production		50.0	100.0	230	
	Semi Commercial Chicken Small Production		-	500.0	230	
	Cattle Feedlot		-	48.0	27,300	
	Slaughter House		-	3,000.0	3,000	
Economic	Standard Conversion Factor	0.90	Discount rate for Financial Analysis		22%	
	Labour Conversion Factor	0.76	Discount rate for Economic Analysis		10%	

Table D: Beneficiary adoption rates and phasing

Beneficiary phasing has been derived as follows:

# Activity	Project Years		2020	2021	2022	2023	2024	Total
	# enterprises	# beneficiaries HHS						
			<i>Phasing of enterprises</i>					
1 Horticulture farm	9,000	9,000	1,097	2,315	2,282	1,991	1,314	9,000
2 Horticulture farm under shadenet	500	500	61	129	127	111	73	500
3 Maize and potatoes farm	12,100	12,100	1,475	3,113	3,068	2,677	1,767	12,100
4 Legume farm	45,000	45,000	5,485	11,576	11,411	9,957	6,571	45,000
5 Cassava farm	59,500	59,300	7,228	15,254	15,038	13,121	8,659	59,300
6 Cassava Processing Unit	20	200	24	51	51	44	29	200
7 Livestock production	82,000	81,692	9,958	21,015	20,716	18,076	11,928	81,692
8 Free Range Chicken small production	10,000	10,000	1,219	2,572	2,536	2,213	1,460	10,000
9 Semi-commercial Chicken production	1,900	1,900	232	489	482	420	277	1,900
10 Cattle mini feedlot	17	272	33	70	69	60	40	272
11 Slaughterhouse	3	36	4	9	9	8	5	36
Total		220,000						220,000

Table E: Economic cash flow

The table below presents the net incremental benefit of the project. Net incremental costs include all project costs while avoiding double counting. The analysis shows that the project has the capacity to generate an Economic Rate of Return (ERR) of 18.2 per cent over a 20-year period of implementation. The base case Net Present Value (NPV) of the project's net benefit stream, discounted at 10 per cent, is 11,691.6 million (Mozambican Meticals) equivalent to US\$ 194.9 million

Project year	BENEFITS		COSTS		CASH FLOW
	Net Incremental Farm/Enterprise Benefits	Total Net Inc. Benefits (millions)	Project Economic Investment Costs	Total Incremental Costs	
PY1	(4,026)	-	4,026	473	(4,499)
PY2	(4,107)	-	4,107	998	(5,105)
PY3	(3,027)	-	3,027	984	(4,011)
PY4	(1,273)	-	1,273	858	(2,132)
PY5	626	626	566	566	60
PY6	3,158	3,158		-	3,158
PY7	4,372	4,372		-	4,372
PY8	5,142	5,142		-	5,142
PY9	5,541	5,541		-	5,541
PY10	5,672	5,672		-	5,672
PY11	5,689	5,689		-	5,689
PY12	5,695	5,695		-	5,695
PY13	5,671	5,671		-	5,671
PY14	5,690	5,690		-	5,690
PY15	5,694	5,694		-	5,694
PY16	5,672	5,672		-	5,672
PY17	5,689	5,689		-	5,689
PY18	5,695	5,695		-	5,695
PY19	5,671	5,671		-	5,671
PY20	5,690	5,690		-	5,690
NPV@ 10% (MZN million)					11,691.6
NPV@ 10% (US\$ million)					194.9
EIRR					18.2%
BCR	Benefits/Costs Ratio	68,938	3,880	17.8	

Table F: Sensitivity analysis

A sensitivity analysis has been carried out to test the robustness of the above results. The outcomes are presented in table below. The sensitivity analysis investigates the effect of

fluctuations in project costs, benefits and delays in implementation on the NPV and EIRR. It shows the economic impacts that a decrease in project benefits of up to 20 per cent will have on the project's viability. Similarly, it shows how the economic viability of the project will be affected with an increase of up to 30 per cent in project costs and with one and/or two-year delay in project implementation. A sensitivity analysis shows that the EIRR drops to 17.6 per cent with a 20 per cent increase in project costs. a 10 per cent increase in costs yields a low EIRR of value 17.9 per cent, and a delay of project aggregate benefits by one to two years still yields a low ERR of 15.0 per cent and 10.8 per cent respectively. The overall analysis shows that the economic viability of the project remains attractive by preserving positive NPV and EIRR in each case.

Indicator	Base case	Reduction in project benefits			Increase in project costs			Delay in accrual of project benefits		
	10%	-10%	-20%	-30%	10%	20%	30%	1 year	2 year	
ENPV (millions MZN)	11,691.6	7,150	2,609	-1,932	11,398	11,105	10,812	6,306	1,412	
ENPV (millions USD)	194.9	119	43	-32	190	185	180	105	24	
EIRR	0.2	15.3%	12.1%	8.3%	17.9%	17.6%	17.3%	15.0%	10.8%	
Reduction in project benefits										
		WO	WP							
	PY	1 to 20	1	2	3	4	5	6	7	8-20
-10%	3,616,365	(841,771)	(1,439,222)	(453,270)	1,250,212	3,251,925	6,096,873	7,189,928	7,882,663	
		(4,458,136)	(5,055,587)	(4,069,634)	(2,366,152)	(364,440)	2,480,508	3,573,563	4,266,298	
-20%	3,616,365	(800,784)	(1,390,195)	(512,218)	1,015,919	2,827,659	5,419,443	6,391,047	7,006,812	
		(4,417,149)	(5,006,560)	(4,128,583)	(2,600,445)	(788,705)	1,803,078	2,774,682	3,390,447	
-30%	3,616,365	(759,798)	(1,341,169)	(571,166)	781,626	2,403,394	4,742,012	5,592,166	6,130,960	
		(4,376,162)	(4,957,533)	(4,187,531)	(2,834,739)	(1,212,971)	1,125,648	1,975,802	2,514,595	
Increase in project costs										
10%	3,616,365	(930,047)	(1,588,047)	(492,702)	1,398,663	3,619,544	6,774,303	7,988,809	8,758,514	
		(4,546,412)	(5,204,411)	(4,109,067)	(2,217,702)	3,179	3,157,939	4,372,444	5,142,150	
20%	3,616,365	(977,336)	(1,687,845)	(591,082)	1,312,820	3,562,897	6,774,303	7,988,809	8,758,514	
		(4,593,701)	(5,304,210)	(4,207,447)	(2,303,544)	(53,467)	3,157,939	4,372,444	5,142,150	
30%	3,616,365	(1,024,625)	(1,787,643)	(689,462)	1,226,978	3,506,251	6,774,303	7,988,809	8,758,514	
		(4,640,990)	(5,404,008)	(4,305,827)	(2,389,387)	(110,114)	3,157,939	4,372,444	5,142,150	
Reduction in all benefits due to delays in implementation										
1 year	3,616,365	(472,891)	(1,407,849)	(1,474,069)	(268,945)	1,776,468	4,242,654	6,774,303	7,988,809	
		(4,089,256)	(5,024,214)	(5,090,434)	(3,885,309)	(1,839,897)	626,289	3,157,939	4,372,444	
2 year	3,616,365	(472,891)	(997,982)	(1,393,670)	(1,348,692)	23,017	2,342,931	4,242,654	6,774,303	
		(4,089,256)	(4,614,347)	(5,010,034)	(4,965,057)	(3,593,347)	(1,273,433)	626,289	3,157,939	